

Questions orales

diens n'accepteront jamais cette initiative de sa part et de celle de son gouvernement.

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, le chef de l'opposition sème la confusion par sa question, comme il le fait souvent, dans la plupart de ses énoncés.

Dans quelques minutes, le président de la Société Radio-Canada annoncera une restructuration de la Société afin de pallier à un manque à gagner, causé entre autres par une baisse de ses recettes publicitaires et les coûts supplémentaires reliés à l'inflation, ainsi que par les coûts opérationnels occasionnés par une couverture exhaustive et imprévue d'événements internationaux et de crises pancanadiennes de grande envergure.

Je peux assurer le chef de l'opposition que le gouvernement du Canada n'effectue pas de nouvelles coupures au budget de dépenses de Radio-Canada.

[Traduction]

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre des Communications parle de restructuration. Le gouvernement est en train de démanteler la Société Radio-Canada, non pas de la restructurer. Le gouvernement ordonne à Radio-Canada de retrancher 140 millions de dollars de son budget en trois ans, le même gouvernement qui a approuvé le plan d'entreprise de la Société. Ce matin, monsieur le Président, le président de Radio-Canada s'est entretenu à huis clos avec le caucus conservateur et le Cabinet, lequel avait sans doute approuvé ces compressions, tout comme il avait approuvé les réductions à VIA Rail, une autre institution nationale essentielle. De nouveau, je demande au premier ministre s'il va immédiatement donner à Radio-Canada les fonds nécessaires pour maintenir ces services, ou indique-t-il que ces mesures ne sont qu'une étape vers la privatisation de la Société, la fin de cette institution nationale vitale?

• (1420)

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, le chef de l'opposition mentionne le fait que le président de Radio-Canada ait rencontré des parlementaires du gouvernement. Je crois que le président de Radio-Canada est tout à fait disposé à rencontrer quelque parlementaire que ce soit, collectivement ou individuellement, pour expliquer la politique de Radio-Canada et sa responsabilité de gestionnaire. Il serait tout à fait honoré et cela lui ferait grand plaisir de

rencontrer le chef de l'opposition ou les membres du Parti libéral.

De plus, monsieur le Président, le chef de l'opposition laisse entendre que le gouvernement aurait apporté des coupures indues à la Société Radio-Canada. Cela est tout à fait contraire à la vérité. Par exemple, en 1988-1989, le gouvernement avait accordé de nouveaux crédits de l'ordre de 65 millions de dollars à la Société en vue de la réalisation de son projet de centre de rediffusion à Toronto. En 1988-1989, le gouvernement accordait cette fois à Radio-Canada près de 130 millions de dollars pour cette période-là dans le cadre de sa politique de radiodiffusion.

Ces nouveaux crédits, monsieur le Président, sans compter les augmentations normales pour les besoins salariaux et autres, totaliseront plus de 300 millions de dollars pour la période couvrant les cinq prochaines années. Je ne crois pas, monsieur le Président, qu'un gouvernement qui agit de la sorte est un gouvernement qui n'a pas confiance en sa Société. C'est tout à fait le contraire. Le gouvernement du Canada a exprimé à maintes reprises sa confiance dans la Société Radio-Canada et il poursuivra dans cette direction.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, avec ces coupures mandatées par ce gouvernement, la population canadienne n'aura aucune confiance dans ce gouvernement.

Ce gouvernement vient tout juste d'administrer un coup dur aux régions telles que Matane, Rimouski et Sept-Îles en fermant leurs postes de télévision. Si le gouvernement est vraiment préoccupé du sort de ces communautés, pourquoi n'assure-t-il pas le financement de ces services afin de garantir leur survie? Est-ce que le premier ministre est sérieux ou non quand il dit qu'il tient à garantir le futur de ces régions et de tout le pays?

[Traduction]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, le chef de l'opposition se trompe. Premièrement, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a toujours accordé à Radio-Canada des augmentations plus fortes que celles des autres ministères en général. Le chef de l'opposition n'est donc pas justifié d'affirmer que le gouvernement a été injuste envers Radio-Canada.

[Français]

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, le projet de loi devant cette Chambre dicte, et je cite: «Que la programmation de la Société devrait à la fois être offerte, en français et en anglais, de manière à refléter la situation et les besoins particuliers des deux collectivités de langues officielles, y compris ceux des